"Faire l'Europe c'est faire la Paix !" dans L'Aveyron libre (17 janvier 1948)

Légende: Le 17 janvier 1948, Paul Ramadier, ancien président du Conseil des ministres français, rend compte dans les colonnes de l'hebdomadaire L'Aveyron libre, organe de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), de la politique menée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par les autorités françaises en faveur de l'unité européenne.
Source: L'Aveyron libre. 17.01.1948. Rodez.
Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.
Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.
Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.
URL: http://www.cvce.eu/obj/"faire_l_europe_c_est_faire_la_paix_"_dans_l_aveyron_libre_17_janvier_1948-fr-88a5cbad-187b-414b-af58-65d84ca69fb6.html
Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Faire l’Europe c’est faire la Paix !

par Paul Ramadier

Claude Bourdet a commenté, dans « COMBAT », l’émission que Paul Ramadier a faite, le 31 décembre, à la radio. Approuvant les tendances de l’exposé que ses interlocuteurs d’Angleterre, de Belgique, d’Italie, de Tchécoslovaquie, avaient aussi approuvées, le directeur de « COMBAT » demandait ce qu’avait fait, en ce sens, le gouvernement Ramadier.

Paul Ramadier lui répond par la lettre suivante :

« Cher Monsieur,

Je tiens à vous remercier de l’article que vous avez consacré à notre « controverse en plein ciel ». Les idées sur lesquelles en définitive nous sommes tombés d’accord, ont trouvé sous votre plume une défense et une illustration qui leur donnent plus d’éclat et de rayonnement. Il faut qu’elles pénètrent l’opinion publique, pour prendre corps dans la réalité. L’effort de quelques gouvernants n’y saurait suffire.

Peut-être êtes-vous d'ailleurs un peu injuste envers eux quand vous laissez sans réponse la question de notre contribution à l'œuvre européenne. Vous disiez : « Qu'a fait M. Ramadier pour pénétrer notre politique étrangère du souffle européen qui inspirait son intervention d'avant-hier ? Qu'a fait M. Bevin, auprès de qui le conservateur M. Sandys fait figure de novateur ? »

Permettez-moi de vous présenter quelques éléments de réponse.

Léon Blum, dans les derniers jours de son gouvernement, avait jeté les bases d'un accord franco-britannique, le véritable pacte d'alliance contre l'Allemagne. Cette esquisse est devenue, par les soins de Monsieur Georges Bidault et de ses collaborateurs, un traité en bonne et due forme. S'ajoutant au traité franco-soviétique et au traité anglo-russe, IL TISSAIT LA TRAME D'UN VASTE ACCORD DE SECURITE EUROPEENNE.

Il n'était pas encore conclu que nous engagions avec la Pologne et avec la Tchécoslovaquie des négociations pour restaurer, sous des formes nouvelles, les vieux traités, partiellement caducs, qui nous unissaient à ces peuples. Les négociations ont été bien près d'aboutir et sans doute l'opinion tchèque et l'opinion polonaise ont suivi avec passion les efforts communs qui ne sont pas abandonnés. Du moins avons-nous abouti, en juin, à un traité de commerce avec la Pologne qui pose les bases d'une coopération durable.

Quand en juin, Monsieur Marshall prononça son célèbre discours, le gouvernement marqua aussitôt le vif intérêt qu'il portait, non seulement à l'aide américaine, mais au principe d'une collaboration économique entre les Nations européennes. C'est pour la définir que les gouvernements français et anglais prièrent le gouvernement russe de venir conférer avec eux à Paris. NOUS NOUS HEURTAMES A UNE OPPOSITION CATEGORIQUE, beaucoup plus vive d'ailleurs contre le principe d'un accord européen que contre celui d'un recours aux crédits américains, et nous dûmes convoquer les Nations d'Europe, sans que l'Union soviétique se joigne à nous. Son hostilité déclarée a empêché la Tchécoslovaquie et la Pologne de participer à la conférence de Paris, et a fait hésiter d'autres pays, cependant moins liés à la Russie. Néanmoins, nous avons proclamé que la place des Nations orientales restait réservée, qu'elles pouvaient, quand elles voudraient, s’asseoir à la table de nos Conférences, que l'Europe ne pouvait pas être achevée sans elles.

Cependant, seize Nations se sont réunies, inquiètes de l’attitude russe, sentant la nécessité de l’accord, mais sentant planer au-dessus de lui je ne sais quelle menace. Elles furent timorées. Nous avons insisté, en accord avec les représentants des États-Unis. Nos propositions, brillamment soutenues par notre délégué, furent, en définitive, acceptées. Le rapport des Seize, grâce à elles, n’est pas un simple catalogue de demandes : il contient l’amorce, la première et timide amorce, mais cependant l’amorce d’une Union européenne.

L’idée d’un accord douanier, préparant pour une seconde étape une Union douanière, en est sortie. Sa place a été réservée dans l’accord de Genève. Les pays du Benelux qui, depuis 1945, ont été saisis par la France d’une proposition de rapprochement économique, l’Italie avec laquelle des études préliminaires sont menées, ont accueilli l’idée. Des conversations économiques, qui s’étaient engagées difficilement avec l’Angleterre, sont devenues singulièrement plus précises et plus avenantes en novembre.

Demain, les Seize se réuniront de nouveau. Nous pouvons espérer que tout est prêt pour un nouveau pas en avant.

Cette cadence est trop lente au gré de nos désirs, j’en conviens. La vieille Europe, cependant, est jonchée de ruines, barrée de frontières, couverte de menaces. Peut-être faut-il penser qu’en cet état, une allure prudente est plus sûre qu’une chevauchée héroïque.

Mais, je vous en supplie, continuez à pousser vers l’avant : FAIRE L’EUROPE, C’EST FAIRE LA PAIX.

Croyez à mes sentiments les meilleurs ».